

## Propositions du mouvement France Multiculturelle (esquisse)

# ENSEMBLE POUR LE DROIT CONTRE L'INJUSTICE

### 1)-En matière de croissance et d'emploi

- ➔ Effort d'investissement dans les industries de haute technologie et dans les énergies renouvelables, avec un plan de soutien aux PME les plus innovantes. Augmentation des moyens dévolus à la recherche et à l'enseignement supérieur, développement de programmes communs de recherche au niveau européen ;
- ➔ Octroi des aides publiques aux entreprises sous conditions : contractualisation des rapports et responsabilisation des acteurs. Nous pensons dans un souci de bonne gestion des deniers publics qu'il est indispensable d'assujettir les aides publiques à des conditions de performance en terme notamment de création et de maintien dans l'emploi ou de développement local. Qu'il s'agisse d'aides directes ou indirectes, il est nécessaire qu'elles soient octroyées aux entreprises méritantes sous conditions de réalisation d'objectifs précis. Le montant, la nature et les modalités d'octroi de ces aides doivent être déterminés conventionnellement et proportionnellement aux objectifs fixés. Le but de la mesure est de faire en sorte que le travail salarié ne constitue pas la seule et unique variable d'ajustement en cas de difficultés économiques, et ainsi de responsabiliser d'avantage les dirigeants d'entreprise dans leur choix de gestion. Rappelons que les aides publiques à l'emploi constituent le 1er poste budgétaire des politiques publiques d'emploi.
- ➔ Renforcement du Contrat à durée indéterminée, mesure en faveur de l'emploi des jeunes et des seniors, unification et simplification des dispositifs de formation professionnelle existants, favoriser l'essor et le développement du micro crédit ;

### 2)-En matière de pouvoir d'achat

- ➔ Augmentation des bas salaires et des petites retraites,

### 3)-En matière du respect du dialogue social

- ➔ Réforme du dialogue social en profondeur soit en reconnaissant aux conventions collectives un effet erga omnes, soit en permettant directement aux salariés de voter les projets d'accords négociés et arrêtés par les partenaires sociaux au niveau de l'entreprise ou de l'établissement ;

### 4) En matière de santé publique

- ➔ Mise en place d'un plan national de prévention et de lutte contre l'obésité infantile, mise en place d'un plan Marshall pour la prise en charge du vieillissement de la population, amélioration du dispositif de couverture maladie universelle, aide à l'installation de médecins en zone rurale et dans les quartiers populaires

### 5) En matière de démocratie et de réforme de l'Etat

- ➔ Reconnaissance du droit de vote aux étrangers pour les élections locales

Nous voulons la reconnaissance immédiate du droit de vote des étrangers aux élections locales dans les mêmes conditions que celles octroyées aux ressortissants des pays membres de l'UE résidants en France. Il est inadmissible qu'un ressortissant d'un pays tiers à l'UE résidant régulièrement en France depuis plusieurs

décennies n'ait aucun droit politique alors qu'un ressortissant d'un pays membre de l'UE fraîchement installé en France bénéficie quant à lui du droit de vote et d'éligibilité aux élections locales et européennes.

➔ Adoption d'une loi sur la diversité en politique

Depuis le 6 juin 2000, la loi sur la parité en politique module l'aide publique aux partis politiques en fonction de leur respect de l'application de la parité pour la présentation des candidats aux élections. Nous souhaitons l'adoption urgente d'une telle loi afin que la diversité de la société française soit représentée au sein de toutes nos institutions. Nous pensons en effet, qu'un parlement exclusivement masculin et monocouleur constitue une atteinte au principe d'égalité républicaine et nuit gravement à la cohésion nationale.

➔ Vote d'une loi limitant le cumul des mandats

Le cumul des mandats constitue un frein à l'efficacité de l'action publique, il empêche le renouvellement de la classe politique et plonge la France dans l'immobilisme. La commission Balladur sur la réforme des institutions n'ayant pas apporté d'avancées majeures en la matière, nous pensons donc qu'une loi limitant le cumul des mandats est plus que jamais nécessaire.

➔ Suppression du ministère de l'Outre Mer

Nous souhaitons la suppression définitive par référendum du ministère de l'Outre Mer pour les années à venir. Nous pensons qu'aujourd'hui, dans la France de 2008, un tel ministère n'a plus vocation à exister car il constitue une entrave à la cohésion nationale, et porte gravement atteinte au principe d'unicité des territoires de la république. Nous pensons qu'une seule et unique politique, cependant susceptible d'aménagements, devrait s'appliquer sur tous les territoires de la république. Ce ministère, vestige des temps coloniaux, doit donc par la volonté du peuple disparaître.

## **6) En matière de justice fiscale**

➔ Elaboration d'un plan de lutte contre la fraude fiscale

La création d'un espace de libre circulation des marchandises au sein de l'UE favorise le détournement des systèmes fiscaux des états membres, la France n'est bien sûr pas épargnée. Chaque année, la fraude fiscale coûte à la France plusieurs milliards d'euros. Selon le dernier rapport du Conseil des prélèvements obligatoires, la fraude à la TVA se situe désormais entre 7,3 et 12,4 milliards d'euros détournés chaque année. Ce chiffre alarmant mérite que les pouvoirs publics se saisissent rapidement de la question et propose des mécanismes de contrôle plus efficaces. Pour des questions d'équité et de justice sociale, l'adoption d'un plan de lutte contre la fraude fiscale s'impose.

➔ Taxation des bonus et des stocks options, suppression du bouclier fiscal et des niches fiscales.

## **7) En matière de coopération internationale**

➔ Signature d'un traité d'amitié avec nos anciennes colonies

Le passé colonial de la France est de plus en plus lourd à porter, pour aller de l'avant et regarder vers le futur, nous pensons qu'il est indispensable que la nation française se réconcilie avec son toute son histoire qu'elle soit glorieuse ou hideuse. Nous souhaitons la signature d'un traité d'amitié franco-algérien et le développement de relations franches, sincères et fraternelles avec tous les pays de notre ancienne puissance coloniale.

➔ Fin de l'opacité dans les relations franco-africaines

Mise en place de plans et de stratégies de développement concerté avec les Etats africains amis qui le souhaitent, promotion d'un co-développement solidaire fondé sur des rapports « gagnant gagnant », encouragement des afro européens à investir dans leur pays d'origine si ces derniers y ont conservé des attaches. La France doit selon nous mettre d'avantage en avant sa société

multiculturelle pour affronter la mondialisation tout azimut de l'économie et développer des relations de confiance avec tous les partenaires qui le souhaitent.

➔ Redéfinir la politique étrangère de la France

Défendre le respect du droit international et des principes démocratique partout dans le monde, dénoncer systématiquement les atteintes aux droits de l'homme, cesser d'entretenir des relations ambivalentes avec les dictatures africaines, arabes, les pétromonarchies du Golfe Persique, la Russie ou encore avec l'Etat d'Israël.

### **8) En matière de Culture et d'éducation**

➔ Redonner un nouveau souffle à la francophonie en favorisant notamment les échanges culturels

➔ Cesser de doubler l'intégralité des œuvres cinématographique étrangères, diffuser d'avantage de films en VO pour faciliter l'apprentissage des langues étrangères et permettre une plus grande ouverture de notre jeunesse sur le monde

➔ Rétablir l'égalité des chances dès l'école primaire est aujourd'hui une nécessité urgente! Surtout quand l'on sait que les dysfonctionnements de l'école primaire sont à l'origine des dysfonctionnements du système éducatif dans son ensemble. Il y a en effet une corrélation quasi-mécanique entre le nombre d'élèves qui, chaque année, entrent en 6ème sans maîtriser la lecture et l'écriture et ceux qui, à l'âge de 16 ans, sortent du système scolaire sans qualification.

### **9) En matière de protection de l'environnement**

➔ Diversifier les sources d'énergie : construction de fermes éoliennes, utilisation de l'énergie solaire, amélioration des performances des centrales hydroélectriques

➔ Développer les biocarburants : huile de tournesol, colza, éthanol

➔ Insertion d'une clause de responsabilité sociale et environnementale dans les règles européennes de concurrence ainsi que dans toutes les règles internes relatives aux délégations de service publics et plus généralement aux marchés publics

### **10) En matière de laïcité**

➔ Application stricte de la loi sur laïcité et non pas des interprétations politique de cette loi, ce qui revient en substance à faire en sorte que tout citoyen français puisse s'il le souhaite exercer sa foi dans des conditions dignes et dans des lieux de cultes en nombre suffisant . Nous pensons que c'est la marginalisation et la stigmatisation du religieux qui est à l'origine du réveil de l'intégrisme. Concernant la polémique sur le port de la burqa, nous nous prononçons clairement contre toute forme de loi répressive et stigmatisante, et nous pensons que l'unique solution réside dans un renforcement des dispositifs de lutte contre les violences conjugales qu'elles soient physiques ou psychologiques (pressions diverses, menaces...etc.)

### **10) En matière de sécurité, justice et prisons**

➔ Nous voulons des prisons plus humaines, plus ouvertes sur l'extérieur pour permettre une réinsertion sociale et professionnelle durable des détenus (droit de visite plus large, accès des associations aux prisons)

➔ Délinquance des mineurs : une responsabilisation accrue des parents, création d'emplois d'éducateurs en nombre suffisant sur tout le territoire

